Vu l'arrêt de la Cour d'Appel d'Ancone, publié le 14 décembre, 1881, enregistré le 19 du même mois au n. 2089 avec le paiement de 24 francs ;

Vu le recours interposé par la Congrégation de la Propaganda fide par lequel on demande l'annulation du dit arrêt ;

Vu le contre recours produit par le commissaire royal chargé de la liquidation des biens ecclésiastiques dans la province romaine ;

Entendue la relation du conseiller commandeur Tartufari, lue à l'audience publique du 29 février 1884 ;

Entendus les avocats défenseurs, c'est-à-dire, pour la Congrégation de la Propaganda fide, les avocats De Dominicis Tosti et Giordani, et pour le commissaire royal l'avocat Mari :

Entendu S. E. le procureur-général du roi sénateur De Falco, lequel a conclu pour le rejet du recours :

FAIT :

Au mois de mai, 1880, publiées par le commissaire royal chargé de la liquidation des biens ecclésiastiques à Rome, les annonces pour la vente aux enchères publiques de certains immeubles appartenants à la Congrégation de la Propaganda fide, pour en convertir le prix en rentes publiques, celle-ci, avant le jour fixé pour les enchères, s'y opposa en citant le commissaire royal par devant la Cour pour y ordonner la suspension de l'enchère et pour y déclarer non assujettis à la conversion les biens immeubles de l'Institut ;

D'abord le tribunal de première instance et puis la Cour d'Appel de Rome, repoussèrent la demande, mais d'après recours interposé par la Congrégation cette Cour jugeant non conversibles les biens de la Propagande qu'elle ne considérait pas pour un être moralement ecclésiastique, ayant pour objet le culte ; cassa l'arrêt, renvoyant la procédure à la Cour d'Appel d'Ancone pour un nouvel examen de possibilité ;

Et la Cour de renvoi rejetant l'appel de la Congrégation, confirma l'arrêt de la première Cour en ce qu'elle déclarait